

## **Meurtre de Nahel, révoltes urbaines, répression sociale : les responsables sont au gouvernement !**

Emmanuel Macron avait annoncé « cent jours d'apaisement ». Il est et restera le président du chaos. En six années de présidence, dans la continuité de ses prédécesseurs, il n'a eu de cesse d'accentuer les inégalités économiques et sociales qui fracturent le pays. Cela ne suffisant pas, dans une période où le capital engrange des profits records, tandis que l'inflation explose, le gouvernement vole deux ans de vie aux travailleurs avec sa « réforme » des retraites, instaure le « travail gratuit » avec la « réforme » du RSA. Là est la première des violences.

Et pour mener cette politique illégitime, rejetée par la majorité des français pour le compte d'une minorité, le gouvernement met en œuvre la répression d'Etat : c'est l'instrumentalisation des forces de l'ordre, dressées contre les revendications légitimes des travailleurs, même lorsque des millions de salariés font grève et manifestent pacifiquement. C'est l'utilisation de tous les artifices constitutionnels de la Ve République en lieu et place de la volonté populaire.

Comment ne pas faire le lien entre cette politique d'aggravation des inégalités et de mépris social, conjuguée à la violence d'Etat provoquant la mort de Nahel, jeune de 17 ans, abattu sans procès, déclenchant la révolte d'une partie de la jeunesse de nos villes ? Cette politique, Emmanuel Macron et son gouvernement en portent l'entière responsabilité. Et il ne saurait y avoir de retour à la « normale » tant que la « normalité » sera insupportable.

Comment accepter l'interdiction par le Préfet du Var d'un rassemblement pacifique, déclaré, devant la mairie de Toulon, vendredi 30 juin ? Comment accepter l'arrestation de deux membres du Comité Vérité et justice pour Adama à l'issue d'une manifestation qui s'est déroulée calmement le 8 juillet ?

La situation nécessite que le gouvernement prenne ses responsabilités et apporte des réponses immédiates :

- abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre,
- une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement,
- le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir exécutif,
- la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.

Rien ne peut cependant se faire sans lutter contre les inégalités sociales, sans renforcer les services publics. C'est à ces chantiers que le gouvernement devrait s'attaquer au lieu de mener des politiques régressives et répressives.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités et organisations politiques sont mobilisés pour le maintien des libertés publiques et individuelles. Nous appelons à une manifestation comme dans tout le pays

**SAMEDI 15 juillet à 10 h  
à Toulon, place de l'Opéra  
(place Victor Hugo)**

**Associations :** Cercle Chevalier de la Barre (Libre Pensée), Ligue des droits de l'Homme (LDH Toulon-La Seyne)

**Organisations politiques :** La France Insoumise (LFI), Parti Ouvrier Indépendant (POI)

**Syndicats :**